

Infolettre | N° 7 : juillet - décembre 2025

COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ, CCJE, CCPE) AU COURS DU SECOND SEMESTRE 2025

Le second semestre 2025 a été marqué par les réunions plénières du CDCJ, du CCJE et du CCPE, au cours desquelles un travail considérable a abouti à l'adoption de nombreux textes juridiques et à la poursuite des travaux en cours dans plusieurs domaines novateurs, tels que la promotion du premier traité international protégeant les avocats récemment adopté, des avis juridiques sur le bien-être des juges et la diversité au sein des ministères publics, les instruments juridiques relatifs aux droits et à l'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures de séparation des parents et de placement, pour n'en citer que quelques-uns. Cette lettre d'information a pour but de mettre en lumière ces principales évolutions et de servir de passerelle vers des informations plus détaillées disponibles sur nos sites web.

ACTIVITÉS DE COOPÉRATION JURIDIQUE



Protection des avocats

[La Convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat](#), approuvée par le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) en novembre 2024, adoptée par le Comité des Ministres en mars 2025 et ouverte à la signature à Luxembourg en mai 2025, avait déjà recueilli 24 signatures à la fin de l'année.

De nombreux événements visant à promouvoir la convention ont eu lieu



Droits et intérêts supérieurs de l'enfant dans les procédures de séparation des parents et de placement

[Un événement de lancement](#) a été coorganisé par la CDCJ et le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) afin de promouvoir les recommandations récemment adoptées sur la protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures de séparation des parents et de placement. Des outils de mise en œuvre destinés aux

à Strasbourg, Bruxelles, Genève et ailleurs.

[En savoir plus >](#)

décideurs politiques ont également été publiés.

[En savoir plus >](#)



Accès des personnes conçues par don à leurs origines

Le [Comité d'experts sur l'accès aux origines \(CJ-OR\)](#) a tenu sa deuxième réunion et a poursuivi ses travaux sur la rédaction d'un instrument relatif au droit des personnes conçues par don à connaître leurs origines. Il a procédé à un échange de vues avec des organisations qui fournissent des conseils et une assistance aux donneurs, aux parents et aux personnes conçues par don.

[En savoir plus >](#)

Enfants apatrides

Lors de sa 105e réunion plénière (18-20 novembre 2025), le CDCJ a adopté un recueil de pratiques prometteuses en matière d'accès à la nationalité pour les enfants apatrides. Il sera publié début 2026. Lors de sa 4e réunion, le CDCJ-MIG a poursuivi la révision de la Recommandation CM/Rec(2009)13 sur la nationalité des enfants en vue d'améliorer l'accès des enfants apatrides à la nationalité.

[En savoir plus >](#)



Information sur le droit étranger

Un [webinaire](#) destiné à faire connaître la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger et son protocole additionnel et à mettre en lumière les outils

Litiges nationaux liés au changement climatique

Une étude sur les litiges climatiques commandée par le CDCJ a été examinée lors de sa dernière réunion plénière. Elle se penche sur les

pratiques récemment élaborés par le CDCJ – tous disponibles sur une [nouvelle page web dédiée](#) – a été organisé le 4 décembre 2025 et a réuni plus de 150 participants.

[En savoir plus >](#)

dernières évolutions jurisprudentielles aux niveaux international et national en matière de politiques relatives au changement climatique. Elle sera publiée début 2026.

CONCERNANT LES JUGES ET PROCUREURS



CCJE - Avis sur le bien-être des juges

Lors de sa 26e réunion plénière (12-14 novembre 2025), le [Conseil consultatif de juges européens](#) (CCJE) a adopté son [Avis n° 28 \(2025\)](#) sur l'importance du bien-être des juges pour l'administration de la justice. Il examine comment le bien-être des juges peut être protégé et promu afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de leur travail et de soutenir leur indépendance et leur impartialité. Le CCJE a également préparé sa première tierce intervention devant la Cour européenne des droits de l'homme, conformément à l'article 36 de la Convention européenne des droits de l'homme.

[En savoir plus >](#)

CCPE - Avis sur la diversité dans les ministères publics et étude sur l'utilisation de l'IA par les ministères publics

En 2025, le [Conseil consultatif des procureurs européens](#) (CCPE) a adopté l'[Avis n° 20 \(2025\)](#) soulignant les avantages de la promotion de la diversité et de l'inclusion dans la composition des ministères publics pour leur processus décisionnel et pour renforcer davantage la confiance du public.

En outre, le CCPE a adopté une étude thématique sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) par les ministères publics.

[En savoir plus >](#)

Déclarations récentes

- [Déclaration à l'occasion de la Journée européenne contre la peine de mort adoptée par le CCJE le 10 octobre 2025](#)
- [Journée européenne des avocats – 25 octobre 2025](#)

PUBLICATIONS



Protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures de séparation des parents – Recommandation CM/Rec(2025)4 et exposé des motifs

[En savoir plus >](#)



Protection des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les procédures de séparation des parents – Liste de contrôle à l'intention des décideurs politiques pour la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2025)4

[En savoir plus >](#)

PROTECTION DES DROITS ET DE L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT DANS LE CADRE DES PROCÉDURES DE PLACEMENT



Instruments juridiques

Recommandation CM/Rec(2025)5
et exposé des motifs



PROTECTION DES DROITS ET DE L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT DANS LE CADRE DES PROCÉDURES DE PLACEMENT



Liste de contrôle pour les décideurs politiques pour
la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2025)5



Protection des droits et de l'intérêt
supérieur de l'enfant dans les
procédures de placement –
Recommandation CM/Rec(2025)5 et
exposé des motifs

[En savoir plus >](#)

Protection des droits et de l'intérêt
supérieur de l'enfant dans les
procédures de placement – Liste de
contrôle à l'intention des décideurs
politiques pour la mise en œuvre de la
Recommandation CM/Rec(2025)5

[En savoir plus >](#)

RÉTENTION ADMINISTRATIVE DES MIGRANTS ET DES DEMANDEURS D'ASILE



Guide pour les praticiens



Rétention administrative des migrants
et des demandeurs d'asile - Guide
pour les praticiens

Nouvelles traductions disponibles en
[arabe](#) et en [turc](#).

[En savoir plus >](#)



Donnez votre avis

Vous recevez cette newsletter en raison de votre intérêt pour les aspects liés à la coopération juridique. Nous serions ravis de connaître votre avis. Vous pouvez nous contacter à l'adresse DGI-CDCJ@coe.int.



**Quelqu'un vous a transmis cette lettre d'information?
Vous souhaitez la recevoir directement?**

Inscription

Conseil de l'Europe, Avenue de l'Europe F-67075 Strasbourg Cedex
Tél. +33 (0)3 88 41 20 00

www.coe.int

